

En Afrique, l'EI se greffe sur des conflits régionaux

**C'EST UNE FAÇON
POUR
L'ORGANISATION
ÉTAT ISLAMIQUE
D'ENTREtenir
SON MYTHE
EXPANSIONNISTE,
CONFORMÉMENT
AU DESSEIN DE SON
« CALIFE », ABOU
BAKR AL-BAGHDADI**

ANALYSE

Le 16 avril, dans le nord-est du Nigeria, des djihadistes lancent, en fin d'après-midi, un assaut contre des militaires de la Force multinationale mixte (FMM), coalition de soldats des armées des pays du bassin du lac Tchad, mise sur pied par l'Union africaine. Deux soldats tchadiens et 52 djihadistes de Boko Haram sont tués. Cette secte islamiste, devenue un groupe djihadiste parmi les plus meurtriers de la planète, tient tête aux armées de la région soutenues par la France et les États-Unis. L'une de ses factions opère depuis 2015 sous la bannière de l'organisation Etat islamique (EI), adoubée « province ouest-africaine » de l'organisation.

A la nuit tombée, le même jour, à 3 000 kilomètres de là, des miliciens islamistes grouillant dans la forêt équatoriale de la République démocratique du Congo (RDC) se jettent sur une caserne militaire reculée. Les assallants tuent deux soldats de l'armée congolaise et pillent du matériel militaire avant de disparaître dans les forêts et les collines du Nord-Kivu, frontalière de l'Ouganda. Deux jours plus tard, l'EI revendique cette attaque, sa première en Afrique centrale, par le biais de son agence de propagande, Amaq.

Le délai a de quoi surprendre, de même que l'intérêt porté aux actions d'un petit groupe armé évoluant aux confins de la RDC, dans une région où les musulmans sont minoritaires. Les Forces démocratiques alliées (ADF),

composées de quelques centaines de combattants – 300 selon des sources locales –, sont le reliquat d'un groupe armé constitué au milieu des années 1990 en Ouganda voisin. Créés par des adeptes de la secte tabligh, dont certains sont des chrétiens convertis, les ADF ont un temps bénéficié du soutien du régime islamiste soudanais et du chef d'Etat du Zaïre (actuelle RDC) Mobutu Sese Seko, tous deux désireux de déstabiliser le pouvoir ougandais.

Massacres en RDC

Accueillis par Mobutu, « le léopard du Zaïre », dans cette zone du Nord-Kivu, ces miliciens ont un temps vécu en harmonie avec les populations locales. Avant de se voir accusés par les autorités congolaises d'être responsables des massacres qui ensanglantent, depuis 2014, cette région pauvre, délaissée et si dangereuse qu'il a fallu une épidémie d'Ebola ayant entraîné la mort de plus de 1 000 personnes ces neuf derniers mois pour que les ONG occidentales y affluent.

Jusqu'à ce jour, et depuis plus de quatre ans, de paisibles agriculteurs sont, chaque semaine ou presque, tués par balles, égorgés, décapités par de mystérieux assallants. Pour les autorités, ce sont les ADF, groupe toujours méconnu, qui a changé de nom en octobre 2017. Après avoir exécuté deux casques bleus de la Mission des Nations unies en RDC (Monusco), ils ont officialisé leur allégeance à l'EI sous l'appellation Madinat Tawhid wa-l-Muwahidin (MTM, « la ville du monothéisme et des monothéistes »). Un an

plus tard, ils tuent quinze autres soldats de la paix, l'une des pires attaques « dans l'histoire récente de l'organisation », selon Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU.

Par opportunisme et pour tenter de combler son déclin marqué par la perte de toute emprise territoriale en Syrie, l'EI semble vouloir se greffer sur des dynamiques africaines endogènes en parrainant des groupes djihadistes du cru. Une manière pour elle d'entretenir son mythe expansionniste, conformément au dessein de son calife autoproclamé, Abou Bakr Al-Baghdadi. Dans sa dernière prise de parole diffusée sur les réseaux sociaux, en août 2018, l'Irakien avait appelé ses partisans à rejoindre le « califat », « en Irak, au Levant, dans le Sinaï, au Khorassan, en Libye,

dans l'ouest de l'Afrique et dans son centre ».

Après une période de silence, sa branche sahélienne, l'EI au Grand Sahara (EIGS), revendique derechef des attaques. La « province du Sinaï » est issue de l'allégeance d'un groupe djihadiste régional né dans le chaos des mois qui ont suivi la chute d'Hosni Moubarak en 2011. En Libye, où l'EI est le symptôme d'un pays divisé et déchiré par les violences miliciennes et une gouvernance quasi inexistante, les attaques djihadistes sont en hausse ces dernières semaines. Un regain d'activité, qui se superpose à l'offensive militaire du général Haftar contre la capitale, Tripoli, et à une reprise importante des combats dans le pays.

L'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (Iswap) est, lui, devenu la « province » la plus active et la plus importante de l'EI en dehors

de la zone irako-syrienne. Son terrain d'opération se concentre sur les îles et les rives du lac Tchad, où le groupe a mis en œuvre une stratégie de rupture avec les pratiques d'Abubakar Shekau, fantasque et sanguinaire leader de Boko Haram, écarté par l'EI mais toujours actif et à la tête d'une autre faction. Moins de massacres de civils, une distance avec un takfirisme (une sous-branche du salafisme) prôné par Shekau et une priorité donnée aux cibles militaires.

A l'image de ce que faisait sa maison mère au Moyen-Orient, Iswap n'entrave pas les activités économiques, qu'elle préfère taxer pour financer ses activités. Mais son allégeance à l'EI n'a eu que peu d'impact sur le terrain et n'a pas provoqué un afflux de ressources, d'armements ou de combattants venus de l'étranger. « Au contraire, Boko Haram continue d'agir comme une insurrection low cost, avec très peu de moyens », souligne le politiste Marc-Antoine Pérouse de Montclos. Le groupe MTM aurait bénéficié de sommes dérisoires d'un financier kényan de l'EI arrêté en juillet 2018.

Ancrés dans leurs territoires, souvent minés par des conflits locaux communautaires ou de nature foncière notamment, ces groupes terroristes d'Afrique subsaharienne, tels Iswap et MTM, ne bénéficient pas de leurs allégeances ni en armes, ni en savoir-faire, ni en combattants étrangers, peu attirés par ce salafisme-djihadisme de brousse. ■

JOAN TILOUINE
ET MADJID ZERROUKY